Relisons cet extrait du discours à la nation, lu par le président de la république le 31 Décembre 2013.

«…

Nos priorités à court terme sont connues, à savoir : redresser la courbe de notre croissance en créant des emplois et maintenir un niveau élevé de performances sur plusieurs années d'affilée. Nous devons pour cela fixer, à partir des feuilles de route, des échéances à respecter absolument.

Sans doute faudra-t-il impérativement s'attaquer aux causes de nos insuffisances en supprimant les points de blocage, les zones de dispersion et les doublons.

Serions-nous incapables de faire ce que d'autres pays comparables au nôtre ont fait ou sont en train de faire ? Je ne le crois pas. Nous avons des hommes, des femmes et des jeunes talentueux, ingénieux, bien formés et entreprenants, capables de relever ces défis. Nous avons des ressources naturelles, abondantes et variées. Nous avons des institutions, modernes et démocratiques. Notre pays connaît la paix et la stabilité. Alors que nous manque-t-il ?

Je crois que nous avons des progrès à faire sur deux points importants : la primauté de l'intérêt

général et la coordination de nos efforts.

Bien qu'attachés à nos communautés d'origine – ce qui ne nous empêche pas d'être de fervents patriotes lorsque l'honneur national est en jeu – nous sommes un peuple d'individualistes, plus préoccupés de réussite personnelle que d'intérêt général. Notre Administration reste perméable à l'intérêt particulier. Ce dernier est le plus souvent incompatible avec l'intérêt de la communauté nationale. Dans un Etat moderne, cette dérive ne doit pas être tolérée.

La plupart de nos grands projets mettent en jeu, à un stade ou à un autre de leur mise en œuvre, les compétences de divers services. Je ne suis pas sûr que l'indispensable coordination entre ceux-ci ait toujours lieu. Il nous faudra sans aucun doute améliorer les choses de ce point de vue.

...»

À la lecture de cet extrait, nous pouvons conclure sans hésitation le patriotisme et l'envie de voir les choses avancer.

Tout comme n'importe quel homme politique en général, et les candidats à sa succession particulièrement ont, pendant toute leur campagne à la précédente élection présidentielle du 07 Octobre 2018, émis des messages forts qui ont sucité beaucoup d'espoir au peuple de voir les choses avancer bientôt.

Mais, à voir la succession des évènements en cours tels que la CAN 2019 retirée du Cameroun, et dont le président avait souligné dans un autre discours en prendre personnellement la responsabilité, on peut dès lors ce poser la question:

Le contrôle et la gestion du pays sont-ils finalement hors de la portée du Chef de l'État?

Je ne saurais dire oui, c'est juste un constat. Cependant, une chose est certaine, même avec toute la volonté du monde, il y'a quelque chose qui empêche le président de donner au Cameroun la place de choix qu'il mérite en Afrique. Visiblement affaibli devant un peuple désespéré qui a fini par oublier ses responsabilités, il est temps je crois, que monsieur le président laisse les choses pour un simple fait, "le peuple assoiffé de changement repartira sur des nouvelles bases et prendra certainement plus de responsabilité".